1,5 € -N°41 21 nov. 2013

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde

Pour unir les révoltes sociales, porter des réponses anticapitalistes

Planning familial 33
50 ans de combats

NPA

Lisez la presse anticapitaliste

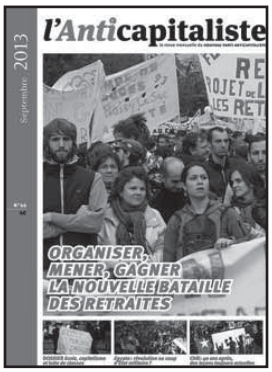
Abonnez-vous

à

L'Anticapitaliste

L'HEBDO

LE MENSUEL



Notre presse à changé de nom : ***Tout est à nous !*** à laissé place à ***L'Anticapitaliste***.

Mais les contraintes restent… C'est pourquoi le nombre d'abonné-e-s est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Les tarifs à l'hebdo seul ou à l'hebdo couplé avec la revue ont comme base les prix au numéro : 1, 2 euro pour l'hebdo et 4 euros pour la revue.

Mais il existe des formules de tarif réduit par prélèvement ou par chèque qui mettent l'hebdo à moins d'1 euro et la revue à 3 euros…

Abonnez-vous, abonnez vos amis !

Pour s'abonner avec paiement par chèque, reproduire et compléter le formulaire ci-dessous, ou télécharger un formulaire sur le site www.npa2009.org. Il est possible de s'abonner avec prélèvement automatique - voir sur le site.

Paiement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom:_____ Prénom:_____

Apt, Esc, Bat : _____

N°:_____ Rue : _____

Code postal : _____ Ville : _____

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdo *L'Anticapitaliste*	28 €	56 €
L'hebdo et la revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

SOMMAIRE

Edito p.3

Nos vies, pas leurs profits p.4-7

- Ford : le chômage partiel continue…
- Dans la rue contre le chômage
- Non à la casse de l'Inspection du travail
- Travail de nuit ou du dimanche : l'affaire de tous !
- Herakles : accepter ou non les reculs
- Education nationale, le plus opportuniste des employeurs
- Monnaie de Pessac : ni heures supplémentaires, ni travail du samedi.
- Amiante à la Monnaie, les salariés exigent réparation

Municipales 2014 p.8

- Cenon et Lormont : accords pour des listes d'opposition de gauche contre l'austérité
- Communiqué du NPA Talence : Pour une liste unitaire contre la droite et opposée à la politique du gouvernement

Divers… p.9

- BlueCub, Bolloré et la CUB, « gagnant-gagnant » ?
- Démasquons-les… Mélenchon et Quimper

Planning familial 33, 50 ans de combats p.10-11

- Interview de Monique
- L'extrême droite contre le Planning
- Succès de la manifestation pour défendre l'IVG

EluEs anticapitalistes p.12

- Lormont : réforme scolaires précarité
- Pessac et l'économie sociale et solidaire

Leurs politiques p.13

- Les municipalités et la politique d'austérité
- Le Pen recycle un serviteur de Juppé

Internationalisme p.14

- G.Hanna a rencontré G. I. Abdallah

A voir et à lire p.15-16

- Expo des photos de Salgado à Mérignac
- L'art aborigène au Musée d'Aquitaine
- *Liquidations à la grecque,* de P.Markaris

Abonnez-vous

à **ANTICAPITALISTES !** le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € (10 n°, tarif «soutien» avec envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova, en précisant :

Nom : _____ Prénom : _____ E-mail : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

ANTICAPITALISTES !

CPPAP : 1014 P 11511 ISSB : en cours

Directeur de publication : François Minvielle

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX

Imprimerie : Copy Média

23 rue Francisco Ferrer - 33700 Mérignac

Pour unir les révoltes sociales, porter des réponses anticapitalistes

Alors qu'on compte plus de mille plans de licenciements en un an, Hollande réaffirmait sa ligne le 8 novembre, devant un parterre de dirigeants du G20, du FMI, de l'OMC et de la Banque mondiale. « *Je confirmerai la stratégie qui est la nôtre … et qui repose sur trois principes : … le premier est de faire autant d'économies budgétaires qu'il est possible ; … le second principe, c'est d'améliorer la compétitivité de l'économie … ; et le troisième, c'est de lutter contre le chômage* ». Un, il s'agit de satisfaire la finance par la réduction des budgets de l'État pour payer la dette. Deux, de satisfaire le patronat en cassant le prix du travail. Trois, de faire semblant de s'occuper de l'emploi en faisant des cadeaux aux patrons.

C'est bien cette politique qui provoque la colère, la révolte, et pas, comme on l'entend en boucle une prétendue « confusion » ou « indécision » d'Hollande ou un problème de casting du Premier ministre. Le pouvoir est affaibli… par ses choix qui provoquent une impopularité jamais atteinte.

Déstabilisées, habituées à des décennies de dialogue social, les confédérations syndicales ont peur d'engager l'affrontement, d'aggraver la crise politique. Elles sont craintives aussi du fait que la droite, l'extrême-droite et le patronat essaient de récupérer les révoltes en tentant de prendre leur tête, comme on a pu le voir lors des manifestations en Bretagne.

Mais, la seule façon de déjouer les manœuvres de la droite et de l'extrême droite, de ne pas leur laisser le terrain, c'est que nous, salariés, prenions nous-mêmes nos luttes en main, que nous prenions la tête de toutes les révoltes, les nôtres, contre les licenciements, le chômage et le ras-le-bol fiscal, et celles de tous ceux, artisans, petits commerçants, paysans, qui sont victimes de l'austérité.

La colère est bien réelle. Le 14 novembre, plus d'un enseignant du primaire sur quatre était en grève, alors que le principal syndicat du secteur n'appelait pas nationalement à la grève. Et ils étaient des milliers dans les rues, dans de nombreuses villes.

En Bretagne, avec ou sans bonnets rouges, des milliers de salariés manifestent leur révolte contre les licenciements aux côtés des agriculteurs, des artisans qui se battent contre une écotaxe aussi injuste que peu écologique. Toutes ces colères rejoignent le ras-le-bol contre la fiscalité qui s'attaque aux moins riches pour sauvegarder les intérêts des banques.

Et il y a quelques semaines, des lycéens ont commencé à se mobiliser contre les expulsions de jeunes sans-papiers, malgré un battage médiatique insupportable pour salir Léonarda et sa famille.

Les motifs de la colère, de la révolte sont multiples : les injustices et drames provoqués par le capitalisme. Les germes d'une convergence des luttes sont là.

Interdire les licenciements, augmenter les salaires, embaucher dans les entreprises et les services publics, arrêter de payer la dette, voilà les mesures indispensables pour stopper le recul social.

Il s'agit bien de proposer à tout le mouvement social ces revendications anticapitalistes, d'engager une large discussion sur la convergence des luttes, pour construire une opposition de gauche à ce gouvernement. Quelle autre réponse à la crise ?

Pour nous contacter :
anticapitalistes@npa33.org

www.npa33.org

Nos vies, pas leurs profits

Usine Ford : chômage partiel et redémarrage difficile

La direction a annoncé en novembre une nouvelle période de chômage partiel pour l'année prochaine : 250 000 heures qui correspondent à un sureffectif estimé de 180 salariés (sur 1000). Des centaines de salariés subiront encore des baisses de salaire (5 à 10 %). Certes il y a moins de chômage que les années précédentes (480 000 h en 2013, par exemple). La direction affirme d'ailleurs que la situation s'améliore, que l'activité redémarre et serait rentable rapidement.

Seulement, les accords et conventions signés avec l'Etat et les collectivités locales (2011/2013) supposaient un retour à l'occupation de la totalité de l'effectif dès 2014. Ce ne sera pas le cas. Après des mois de lutte, de « négociations » avec l'Etat, Ford avait fini par s'engager sur le maintien des 1000 emplois (24 mai 2013) mais en échange de 35 millions d'aides publiques incluant 8 millions d'euros pour le chômage partiel sans compter les exonérations de cotisations sociales. Aujourd'hui Ford en redemande ! Cette nouvelle période de chômage coûterait à l'Etat 1,8 millions d'euros supplémentaires.

C'est une faille dans l'accord. Or les pouvoirs publics restent silencieux. Ford connait bien toutes les ficelles pour obtenir des aides sans trop de contraintes en retour. Avec une multinationale en bonne santé et qui fait des milliards de profit, c'est encore plus inacceptable.

Après deux ans de quasi inactivité, l'usine redémarre progressivement ses nouveaux produits. Cela se passe difficilement. Les conditions de travail y sont souvent déplorables et les salariés trinquent. L'organisation du travail se fait avec un minimum d'effectif, c'est paradoxal, car des collègues sont au chômage en même temps. Les lignes d'assemblage sont plus modernes, plus informatisées mais moins adaptées ergonomiquement ! Se rajoutent les pressions diverses de la hiérarchie, les mutations, les intimidations.

Le mécontentement augmente chez les collègues. La résistance n'est pas évidente car les deux années de chômage partiel ont cassé le collectif de travail et les liens de solidarité. Il faut réapprendre à travailler, à vivre… et à se défendre ensemble.

C"est l'enjeu pour les mois qui viennent et les militants CGT de l'usine s'y emploient.

Philippe

Dans la rue contre le chômage !

« *Inverser la courbe du chômage d'ici la fin de l'année* », ce n'est pas qu'une très mauvaise blague mais un mensonge cynique et méprisant de la part de Hollande et de son gouvernement. Alors que, depuis bientôt deux ans, ils continuent à appliquer toutes les vieilles recettes qui en trente ans ont montré leur inefficacité à combattre le chômage et toutes les précarités.

En faisant des cadeaux aux plus riches comme les 20 milliards d'exonérations fiscales aux entreprises. En réduisant les droits des salarié(e)s avec une loi comme l'ANI qui facilite les licenciements. En s'attaquant, encore, aux retraites et en créant, encore, des « emplois jeunes » précaires. En baissant les budgets utiles à la population dans la santé, l'éducation, les services publics…

La seule visée du gouvernement est de satisfaire les exigences des financiers et du patronat qui exigent de maintenir à n'importe quel prix leurs bénéfices au nom de la rentabilité, de la compétitivité, d'une économie qui mène la société dans le chaos.

Une casse sociale qui, en cette fin d'année, s'accélère avec les licenciements, les fermetures d'entreprises dans tous les secteurs.

Des études récentes démontrent que les personnes touchées plus ou moins par la pauvreté représentent maintenant la majorité de la population. Avec presque 10 millions de personnes sous le seuil de pauvreté (940 euros mensuels), cela n'est vraiment pas étonnant. Car même en étant au dessus, et même du Smic actuel, le moindre pépin peut vite avoir des conséquences catastrophiques. Toutes les associations qui sont sur le terrain pour pallier les urgences (alimentaire, hébergement, santé…) le disent depuis des années, chiffres à l'appui. Ce sont des millions de personnes, de familles qui ne survivent que grâce à leurs aides ou/et à la solidarité familiale.

Cette année encore, à l'initiative des organisations de lutte contre le chômage et les précarités et d'autres organisations dont le NPA, une manifestation aura lieu pour le « *Partage du travail, Partage des richesses, Contre toutes les précarités* ».

Soyons nombreux et nombreuses à exprimer notre colère !

Jacques Raimbault

SAMEDI 7 DECEMBRE

15 H PLACE DE LA VICTOIRE

BORDEAUX

Voir le tract unitaire sur le site Npa 33

Nos vies, pas leurs profits

Résistons à la casse de l'Inspection du travail

Mardi 5 novembre, nous étions 200, salariés de l'Inspection du Travail ou de diverses entreprises, dans les locaux ou devant les portes de l'Inspection du Travail à Mériadeck, à l'appel de tous les syndicats (sauf la CFDT).

Photo La Clé des Ondes

Après la casse du Code du travail -Loi dite ANI- Sapin parachève le travail en s'attaquant, par une nouvelle « réforme », au service public de l'Inspection du travail. Il répond par-là à un souhait ancien du patronat qui n'a jamais supporté l'intrusion, dans sa chasse gardée des entreprises, des Inspecteurs et Contrôleurs du travail.

Il s'agit, cette fois, de limiter les moyens des services, tant en personnel qu'en matériel, en supprimant le Corps des Contrôleurs et en mettant les Inspecteurs sous la férule de Directeurs tout puissants qui seront sous les ordres des gouvernements (quels qu'ils soient) et, donc, du patronat.

Les résistances s'organisent et la lutte ne fait que commencer. Une lutte qui nous concerne tous, salariés intéressés à défendre l'outil précieux pour nous qu'est une Inspection du travail indépendante.

Extrait du bulletin NPA diffusé à la Monnaie de Pessac

Travail de nuit ou du dimanche : c'est l'affaire de tous !

Des salariés « volontaires » en pleurs, des consommateurs en colère, des «syndicats» présentés comme des dinosaures : voilà, résumée, la position des medias les plus complaisants sur l'ouverture des magasins le dimanche et la nuit. Pourtant, depuis 30 ans que nous combattons cette extension du travail, nos raisons sont connues.

Le travail du dimanche et de nuit dans les commerces ne crée pas d'emplois : il déplace les dépenses du consommateur d'un lieu vers un autre, au bénéfice de celui qui déréglemente le premier.

C'est ce qui s'est produit chez nos voisins allemands ou la libéralisation des horaires est aujourd'hui remise en question, ou en Italie, où depuis la libéralisation des horaires du dimanche en janvier 2012, le patronat lui-même recense 32 000 fermetures d'entreprises et 90 000 emplois perdus.

Ce travail n'est pas le fait de volontaires, sauf à appeler « volontaires » des salariés payés entre 600 et 800 euros nets par mois et que l'on n'embauche qu'à la condition qu'ils acceptent les horaires imposés.

Surtout, ce « volontariat » qui permettrait de signer un contrat en-dessous de la loi, ce serait la concurrence ouverte entre les salariés et la fin du droit du travail : on imagine ce qui adviendrait si un salarié pouvait être volontaire pour travailler en dessous du Smic... Enfin, comme en Angleterre aujourd'hui, lorsque le travail du dimanche deviendra la norme dans le commerce, il ne sera plus majoré nulle part !

Enfin, faire croire aux gens qu'en tant que consommateurs, ils seraient gagnants, relève de l'escroquerie. Car l'on oublie l'essentiel : tout d'abord, que le coût des ouvertures supplémentaires se répercute dans les prix et la qualité de service.

Soit on augmente les prix pour maintenir le profit, soit on n'augmente pas le nombre de salariés et l'on a de plus en plus de mal à trouver des vendeurs dans les rayons...

On oublie surtout de dire que si les magasins restent ouverts 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24, c'est l'ensemble des professions qui seront contraintes de travailler aux mêmes heures ! Les crèches pourront-elles rester fermées ?

Les banques ? Les transports ne devront-ils pas suivre ? Et les agents de sécurité ? Quel bénéfice y aura-t-il, alors, à pouvoir acheter le dimanche ou le soir, si nous sommes tous amenés à travailler le dimanche et le soir ?

Sans parler des implications sur l'ensemble des rythmes de notre société (vie familiale, sociale, sportive) ou de l'impact écologique d'une activité économique en continu, l'on voit bien que cette affaire n'est pas celle de quelques dizaines de« volontaires » !

Luc, militant dans le 47,
salarié grande distribution

Nos vies, pas leurs profits

Herakles : Accepter ou non les reculs

Depuis octobre, des débrayages d'1h30 se font sur les deux sites Herakles (Haillan et St Médard) pour dénoncer le projet d'accord d'entreprise (voir *Anticapitalistes !* d'octobre). Il supprime les 35 h et divise les salariés en maintenant des disparités entre les deux sociétés (Herakles : fusion de SPS au Haillan et SME à St Médard).

Les grévistes, à l'appel de SUD et CGT, réclament l'extension des 35 h sur tout Herakles (la direction veut imposer 36 heures annualisées à tous), et que l'allocation annuelle soit la même pour tous (4020 €). Cette allocation est un acquis vieux de 40 ans pour les salariés de l'ex-SPS.

Les 400 grévistes du piquet ont été surpris d'entendre dès le début de la grève un discours démobilisateur des dirigeants CGT, qui minimisaient la mobilisation. SUD voyant cela a fait voter la reconduction de la grève par les grévistes.

La CGT, au débrayage suivant, a proposé d'autres revendications aux grévistes comme la demi-journée de Noël en congé (un acquis qui était supprimé dans l'accord). Les 35 h (30 emplois créés) et l'allocation égale pour tous disparaissaient. Ces propositions ont été huées par les grévistes qui sont allés interpeller la direction sur les revendications de départ. Celle-ci entourée de grévistes n'était pas fière.

Le lendemain, la direction demandait aux syndicats s'ils étaient pour l'accord. Au matin, un tract CGT assumait ces nouvelles revendications. Les salariés, même non grévistes, étaient choqués de ce revirement.

La CFDT et la CGC ont rallié les propositions de la CGT. La direction a « cédé » après une « négociation » de 10 minutes. Les 3 syndicats ont alors déclaré vouloir signer l'accord d'entreprise. SUD a dit qu'il était avec les grévistes pour obtenir un meilleur accord.

En interne à la CGT, mais aussi chez les salariés, le débat est : acceptons nous des reculs par manque de rapport de forces ou continuons nous la lutte ?

A la CGT, des militants sont partis et d'autres veulent convaincre en interne qu'il faut tenir les positions, en continuant la grève et en refusant de signer.

Correspondant NPA

Éducation nationale : Le plus opportuniste des employeurs

Quand une grande entreprise licencie 2000 salariés d'un coup, ça fait quand même du bruit. C'est pourtant ce qu'a fait l'Éducation Nationale fin juin dans l'indifférence complète des médias nationaux qui relayaient au contraire les propos du ministre Peillon, pour qui la présence de plus d'enseignants et d'adultes encadrants serait une priorité.

Courant juin, les 2000 assistants d'éducation qui travaillaient dans des écoles élémentaires et qui avaient signé un contrat de droit public d'un an renouvelable 5 fois, ont dû constater la suppression de leur poste pour la rentrée 2013. Leurs missions (aide aux enseignants pour l'accès aux nouvelles technologies, l'animation d'activités culturelles, artistiques, sportives...) seraient désormais remplies par des futurs signataires de contrats précaires CUI d'un an renouvelable une fois à raison de 20h/semaine. Et les personnes licenciées ne peuvent pas y prétendre car pour être éligible au CUI, 12 mois de chômage sont nécessaires.

Devant la mobilisation des AED, des enseignants et des parents, l'Inspecteur d'Académie avait fait des promesses fin Juin. À l'école de la Benauge, les deux AED supprimés devaient être remplacés par 3 CUI avec, dès la rentrée un enseignant surnuméraire pour faire la jonction. Les promesses n'engageant que ceux qui les croient, à la rentrée, point d'enseignant surnuméraire ni de possibilité de recrutement dans l'immédiat, le directeur de l'école n'ayant reçu que deux CV de Pôle Emploi. Bilan : une rentrée catastrophique !

Ça fait juste 30 ans que ça dure ! Depuis les premiers emplois jeunes, l'Éducation Nationale se sert de ces emplois aidés qui sont censés « *faciliter la réinsertion par l'emploi* ». Le problème c'est qu'il y a bien longtemps que ces personnes n'ont plus besoin d'être réinsérées ! Ces postes sont occupés par des gens de plus en plus diplômés, plus forcément jeunes, avec parfois jusqu'à 10 ans d'expérience cumulée à force de contrats précaires renouvelés dans différents établissements.

Le dispositif mis en place en attendant le « vrai emploi » est devenu un vrai emploi, complètement indispensable dans les écoles de ZEP, mais sous-payé et précaire car l'institution fait comme s'il s'agissait encore d'aider ces gens à « *se réinsérer dans la société* », « *les faire se lever le matin* », « *leur mettre le pied à l'étrier* » ! Il est plus que temps que ces emplois, puisqu'indispensables, soient enfin reconnus, et donc pérennisés avec un véritable statut.

Martine Pont

Monnaie de Pessac

Ni heures supplémentaires, ni travail du samedi

Lors du dernier CE, la direction a annoncé un plan d'heures supplémentaires incluant le travail du samedi, pour terminer à tout prix une commande de fabrication de pièces pour la Tunisie avant la fin de l'année. Pourtant, rien ne presse au niveau du client, mais le PDG veut absolument inscrire cette commande au budget 2013… histoire de masquer un peu les mauvaises affaires dans d'autres secteurs d'activité !

Mais surtout, la direction veut nous imposer plus de flexibilité et nous faire accepter la dégradation de nos conditions de travail. Et comme toujours dans ces cas-là, tous les moyens de culpabilisation sont bons pour nous expliquer que la situation est grave et « *exceptionnelle* » !

Mais la manœuvre a échoué. Les collègues voient bien qu'une telle organisation avec des heures supplémentaires imposées, se reproduira chaque fois que la direction en aura besoin. D'autant qu'elle tente de nous imposer en même temps un plan de suppressions de postes en production pour l'essentiel, pour plus de rentabilité. Pour elle, les salariés doivent vivre selon le carnet de commande, au détriment de nos conditions de travail, de nos horaires, de nos conditions de vie en général. Pour le personnel, c'est non : à la direction de prévoir l'effectif nécessaire pour faire le travail, pas d'heures supplémentaires quand il y a des millions de travailleurs sans emplois et précaires !

Pour s'opposer à tout cela, les syndicats CGT et FO ont déposé un préavis de grève commun, contre les suppressions d'emplois et la remise en cause des conditions de travail. Et comme par hasard, la direction a dû revoir sa copie, en revoyant ses estimations et en considérant que la commande allait passer sans recourir aux heures supplémentaires. A suivre…

Laurent Delage

Amiante à la Monnaie, les salariés exigent réparation

Le 25 octobre dernier, plus de 80 retraités et salariés de la Monnaie regroupés autour de l'association SOS Monnaie, passaient aux Prud'hommes pour préjudice d'anxiété lié à l'exposition à l'amiante. Pendant des années, la Monnaie a utilisé de l'amiante sans protection particulière pour les salariés, en particulier dans le secteur de la fonderie qui n'existe plus aujourd'hui. Pourtant, les risques étaient connus depuis 1907, mais tant que l'Etat n'a pas interdit l'amiante, tardivement en 1997 sous la pression des associations de victimes, les entreprises publiques comme la Monnaie ont continué à l'utiliser massivement.

Aujourd'hui, les collègues réclament réparation de l'anxiété créée, car depuis plusieurs années plus d'une dizaine de camarades sont tombés malades, et bien plus grave, deux d'entre eux sont décédés de l'amiante depuis le mois d'août.

L'avocat de la direction a pris cette affaire de haut, reprenant des propos du PDG qualifiant l'association SOS Monnaie d'« anxiogène »… Bref, c'est l'association qui crée de l'anxiété, car sur le fond, « *la Monnaie a fait le nécessaire pour protéger les salariés* », et, comme l'a expliqué l'avocat : « *12 cas, c'est de trop, mais ce n'est pas significatif d'un usage important d'amiante* » !

En fait, la direction compte se dédouaner en faisant valoir que la Monnaie n'a jamais été reconnue établissement amianté, alors que beaucoup de salariés bénéficient d'un suivi amiante ! En fait, elle ne fait que montrer à quel point l'Etat a freiné des quatre fers pour accorder cette reconnaissance dans les entreprises publiques.

En tout cas, les camarades ont bien raison de vouloir faire payer la direction sur ce scandale de l'amiante. Réponse des Prud'hommes en janvier prochain.

L.D.

Municipales 2014

Cenon et Lormont : Accords pour des listes d'opposition de gauche contre l'austérité

Après des années de militantisme en commun sur la Rive droite, le NPA, la GA et le PG ont décidé d'unir leurs forces à Cenon, le NPA et le PG à Lormont, pour construire des listes unitaires de rassemblement à gauche du PS aux élections municipales. Voici des extraits de cet accord :

« *Nos organisations veulent construire une liste unitaire large et ouverte, en opposition à ce gouvernement et à ceux qui le soutiennent nationalement et localement. Nous ne serons pas les co-gestionnaires de politiques locales d'austérité, relais des politiques nationales. Nous ne passerons pas d'accord politique avec le PS au second tour des municipales. Nous ne voterons pas des budgets municipaux contraints par la dette et l'austérité. Nous serons en opposition radicale à la droite et à l'extrême-droite, qui ne saurait être un recours devant l'échec des politiques d'austérité.*

Nous voulons regrouper les habitants qui veulent engager le nécessaire combat contre les conséquences locales des politiques d'austérité menées hier par la droite, aujourd'hui par la gauche, dans les quartiers, les entreprises...

Nos candidats et élus porteront les revendications populaires et défendront le bien commun, ils s'appuieront sur le mouvement social pour imposer une autre répartition de la richesse.

Nous défendrons une véritable démocratie participative. Nous militerons pour la réalisation de projets citoyens construits et portés par les habitants :

- Contre l'austérité et le paiement de la dette, pour un service public bancaire,

- Pour une reconquête et un élargissement des services publics, contre les privatisations et délégations de services publics.

- Pour l'emploi public, contre la précarité.

- Contre les cadeaux aux entreprises à travers les Zones franches.

- Pour une prise en compte de l'écologie sociale dans la vie quotidienne

- Contre la réforme des rythmes scolaires, imposée sans concertation et sans moyens, et aggravant l'inégalité des territoires

- Contre toute pratique sécuritaire telle que la vidéo surveillance

- Contre faire des immigrés les boucs émissaires de la crise, pour leur droit de vote à toutes les élections. Contre les expulsions, pour une véritable politique d'intégration.

Dans ces élections, nous exprimerons la nécessité de combattre la politique d'austérité du gouvernement Hollande-Ayrault. Nous agirons pour mettre en œuvre dans notre commune des outils de combat qui nous permettront de nous engager sur la voie d'une alternative au capitalisme, pour une autre répartition des richesses.

Nous appelons toutes les forces politiques, sociales ou associatives ainsi que tous les citoyens qui se reconnaissent dans tout ou partie de notre programme, à le construire avec nous au travers de notre liste, qui est aussi la leur. »

Christine Héraud, Mónica Casanova

Communiqué du NPA Talence : « Pour une liste unitaire contre la droite et opposée à la politique du gouvernement »

Le gouvernement actuel « dit de gauche » poursuit la politique de droite dans tous les domaines. Des retraites aux licenciements et au pouvoir d'achat, de la programmation d'un budget 2014 au détriment de l'emploi et de la justice sociale, des cadeaux répétés à ceux qui en ont déjà le plus, aux mesures antisociales tout aussi répétées pour ceux qui souffrent le plus.

Cette politique libérale, de droite, concerne tous les échelons, et en premier lieu les communes à qui on demande de gérer l'austérité. Comment ne pas constater par exemple le lien entre celle-ci et la fermeture à répétition des services publics à Talence (postes, gare, etc.) ? C'est pour rompre avec elle que le NPA Talence s'est engagé dans la recherche de convergences afin de constituer des listes unitaires avec ceux qui s'opposent clairement à cette politique gouvernementale.

Le NPA Talence a depuis des mois initié à Talence des rencontres et des actions avec tous ceux se réclamant de gauche et s'opposant à la politique du gouvernement. Depuis des mois, des rencontres, des réunions publiques unitaires, ont lieu entre le NPA, le PC, le PG, la GA, et des citoyens Talençais, afin de s'opposer à cette politique d'austérité.

L'échelon local ne peut être séparé de la politique nationale et notre participation unitaire aux mobilisations talençaises (Médoquine, Poste etc..) s'est traduit aussi par des appels communs contre le projet de loi sur les retraites ou pour manifester à Paris et à Bordeaux en mai dernier.

Le NPA a depuis le début affirmé sa volonté de participer à la bataille électorale de manière unitaire sur Talence. Nous étions dans l'attente que nos partenaires se déterminent, et nous nous réjouissons donc que le Parti communiste ait, à Talence, fait également ce choix de liste indépendante des partis gouvernementaux.

Nous poursuivons donc aujourd'hui les démarches entamées pour la constitution d'une liste unitaire indépendante du PS et opposée à la politique du gouvernement, avec en particulier le Front de gauche, mais aussi tous ceux et celles qui le souhaitent.

BlueCub, Bolloré et la CUB, « gagnant gagnant » ?

Le service d'auto-partage BlueCub sera opérationnel en janvier. Fonctionnant comme le système de location de vélos VCUB, une quarantaine de stations réparties sur la CUB mettront à disposition des usagers 90 véhicules électriques. Le tarif par demi-heure sera de 6 euros avec abonnement annuel de 99 euros, 7 euros avec abonnement mensuel de 19,90 euros, 9 euros sans abonnement... D'après le groupe Bolloré qui en est l'initiateur, « *Ce service permet à ses utilisateurs de s'offrir une voiture seulement lorsqu'ils en ont besoin. Ils ne paieront ni carburant, ni assurance, ni entretien ou frais de stationnement quand le véhicule ne sera pas utilisé* »... attention, quand même, aux embouteillages !

Bolloré a obtenu de la CUB l'autorisation de développer ce réseau privé de location des véhicules électriques qu'il produit. Il a investi 20 millions d'euros pour l'équipement des stations (bornes de charge et dispositif de paiement), la fourniture des véhicules et la mise en place de la société Bluecub qui assurera la gestion et la maintenance du dispositif avec une quarantaine de salariés.

Cette somme représente à peine le quart des dividendes versés en 2012 par la multinationale qui tire des fortunes du réseau de transport à travers lequel elle participe au pillage des richesses de l'Afrique avec la complicité des gouvernements en place qui lui accordent, par contrats soi-disant « gagnant gagnant », la concession des ports, aéroports et autre lignes ferroviaires...

Bolloré se lancerait-il dans les mêmes pratiques avec les grandes villes ? Après Paris avec Autolib, c'est Lyon avec BlueLy, Bordeaux avec BlueCub, Indianapolis aux États-Unis... En attendant que le système devienne rentable, Bolloré veut occuper le terrain et promouvoir ses batteries et véhicules électriques.

La CUB, elle, n'y gagnera même pas les misérables 230 euros par an que lui versera Bluecub pour chaque emplacement de parking occupé par ses stations, puisque bon nombre de ces places sont aujourd'hui payantes à un tarif bien plus élevé. Reste l'espoir de tirer un profit politique de cette opération prétendument écologique...

Daniel Minvielle

Bolloré, roi de l'exploitation en Afrique... et de la voiture électrique ?

A chaque étape, les idées dominantes sont celles de la classe dominante - Karl Marx

Démasquons-les !

« *À Quimper les esclaves manifesteront pour les droits de leurs maîtres* » a sermonné Jean-Luc Mélenchon dans son communiqué du 2 novembre, appelant à manifester à Carhaix.

Mélenchon, traitant des salariés de « nigauds » à la botte du MEDEF et des évêques, est-il vraiment le fer de lance de la lutte de classe contre les patrons ? Ce serait pour le moins surprenant, connaissant les frasques de l'ancien ministre de Jospin, ami de Serge Dassault, n'ayant de cesse de nous rappeler les valeurs supposées universelles de la République bourgeoise. Mais alors pourquoi insulter ces milliers de travailleurs, menacés de licenciement pour la plupart, en lutte dans leur boite et venus en grand nombre manifester à Quimper ? Quelle serait la raison inavouable d'une telle morgue à l'encontre de ces manifestants ? La réponse est peut-être à chercher dans la couverture médiatique de l'événement, dans la tonalité passablement méprisante que la presse lui a donné. Poujadiste, populiste, régionaliste, réactionnaire, tels furent en effet les adjectifs repris en boucle par les médias pour qualifier cette manifestation apparue aux yeux des journalistes comme plus désordonnée et confuse que celle de Carhaix appelée par la CGT, Solidaires et la FSU.

En fait, ce que Mélenchon et les directions syndicales ont fait mine de ne pas voir, à l'instar des médias, c'est bien l'expression populaire d'une révolte contre l'ordre établi, contre le gouvernement socialiste. Révolte populaire qui s'est, en tous temps et en tous lieux, toujours exprimée dans la confusion et le désordre, hors des cadres habituels définis par en-haut. Ce que les organisateurs de Carhaix semblent avoir voulu éviter, c'est donc plutôt l'aggravation de la crise politique. Peut-être ont-ils eu peur que l'opposition au gouvernement, absolument nécessaire aujourd'hui pour lutter contre la politique d'austérité et le patronat, ne s'exprime à Quimper trop ouvertement, au point d'échapper au contrôle des bureaucraties qui continuent obstinément de refuser l'affrontement. C'est sans doute la raison pour laquelle le dirigeant du PG, toujours enclin à rendre hommage au peuple souverain, s'est empressé le 2 novembre dernier d'afficher, comme toutes les élites de ce pays, son mépris souverain pour le peuple.

Patrick Chaudon

Planning familial 33

Monique, militante, répond à nos questions

Le Planning de la Gironde fête ses 50 ans. Peux-tu nous expliquer comment il est né et quelle a été son action ?

Le Planning familial de la Gironde est né en 1963. Nationalement, il a été créé en 1956 pour revendiquer la légalisation de la contraception. L'histoire du Planning est liée aux luttes pour les droits à la contraception… puis à l'avortement. Il faut se rappeler que dans les années 50, toutes informations et pratiques en matière de contraception et avortement étaient interdites par la loi de 1920, votée pour repeupler la France.

En 1967, contre l'ignorance, les tabous, le machisme et le pouvoir médical, le MFPF a gagné ! Sous la pression publique, la loi Neuwirth est votée, autorisant enfin la contraception.

A partir de 1970, initiée par les féministes, la pression va crescendo pour lever la chape de plomb sur l'avortement, des militantEs du MFPF s'engageront en réalisant des avortements clandestins avec le MLAC (mouvement de libération pour l'avortement et la contraception) et dans ses centres d'accueil.

Enfin en 1975, la loi Veil est votée pour 5 ans autorisant l'IVG dans des conditions restrictives, de nouvelles mobilisations unitaires seront nécessaires…

Au début des années 90, le MFPF 33 est au bord de la fermeture faute de militantEs.

En 1993, des féministes forment une équipe qui redémarre le MFPF 33, le développe et élargit son champ d'actions : permanences d'accueils, animations d'information et de prévention auprès des jeunes, théâtre forum, sessions de formation…

Depuis les années 2000, c'est plus de 6000 personnes par an qui ont un contact avec le Planning 33. L'analyse féministe s'est enrichie d'une approche en termes de genre. Le planning développera des programmes de réduction des risques sexuels, de lutte contre les stéréotypes sexistes, pour l'égalité filles/garçons, hommes/femmes, contre les violences faites aux femmes (viol, inceste, violences conjugales, mariages forcés).

C'est grâce à l'engagement de plusieurs générations de militantEs, agissant parfois dans l'illégalité, en contact avec la réalité quotidienne et la parole des femmes, que le Planning a pu vivre pendant 50 ans, se développer, se renouveler et lutter… encore aujourd'hui…

Pourquoi son combat est-il toujours aussi actuel?

Parce que les inégalités sont présentes partout, il faut agir partout.

Les hauts faits de l'extrême droite contre le Planning familial 33

Le 6 novembre, l'extrême droite a recouvert la façade et l'enseigne du Planning d'affiches dénonçant la théorie du genre, le mot « *Gender* » étant associé à une tête de mort, « *nos enfants ne sont pas des cobayes* », « *le roi rendra la France aux français* », le tout signé *« Action française »* et *« Printemps français »,* nébuleuse anti mariage homo.

Ils ont placardé les mêmes affiches à la bourse du travail visant le SNIUPP et l'SPE (ex IUFM). La *« théorie du genre »* est devenue leur cheval de bataille. Ce sont les mêmes, catholiques traditionnalistes, une partie de la droite et de l'extrême droite, qui ont manifesté « *contre le mariage pour tous* » et qui se mobilisent régulièrement contre le droit à l'avortement. Ils prônent le modèle d'une famille traditionnelle, hétérosexuelle, assignant les femmes au rôle de mère de famille, défendant « l'ordre moral » au détriment du choix, de la liberté et de l'épanouissement de chacun-e. Ils ne supportent pas les valeurs d'égalité et d'émancipation portées par le Planning.

Le Planning a porté plainte, alerté les médias qui ont largement relayé et appelé à un rassemblement le soir même qui a réuni environ 100 personnes, mobilisées pour nous soutenir.

50 ans de combats

Les inégalités marquent encore les parcours et le devenir des femmes et des hommes que ce soit à l'école au travail, dans la vie familiale, en politique… Comment parler d'égalité tant que subsistent massivement les violences faites aux femmes ? De plus, les acquis tels l'IVG sont remis en cause de façon permanente que ce soit par les politiques de santé qui restreignent les moyens et ferment les CIVG, rendant l'accès à l'avortement plus difficile pour les femmes, ou par les anti-IVG. Aujourd'hui, les barrières tombent, les intégristes et l'extrême droite s'expriment haut et fort par tous les moyens (voir ci-dessous), le Planning combat leurs idées nauséabondes et les violences sexistes, homophobes, racistes, islamophobes. Son expérience et ses analyses politiques des rapports sociaux de sexe apparaissent plus que jamais essentiels au combat pour les droits des femmes et pour une société plus juste fondée sur la laïcité et l'égalité entre les femmes et les hommes.

Le Planning familial, aujourd'hui est aussi nécessaire qu'il l'a été par le passé.

Quelles sont vos perspectives, comment envisagez-vous l'avenir?

Fort de ses luttes, de ses victoires, de son implantation locale et de sa pratique concrète, le Planning familial a réussi à s'imposer comme un interlocuteur incontournable des pouvoirs publics, tout en refusant l'institutionnalisation et en gardant ses capacités de mobilisation. Mais pour l'équipe constituée de 3 salariées et des militantes bénévoles, c'est une bataille au quotidien (financements, locaux…) pour réussir à maintenir et à développer des actions qui permettent de lutter de l'école à l'université contre les stéréotypes et les comportements sexistes, pour une réelle égalité fille/garçon, femme/homme, une sexualité vécue sans répression ni dépendance, dans le respect des différences, la responsabilité et la liberté des personnes. Il ne suffit pas de lutter pour obtenir des lois et les faire appliquer, le plus dur, c'est de faire évoluer les mentalités, les préjugés…

Notre fête des 50 ans le 16 novembre, c'est une occasion de faire connaître notre histoire, nos actions, nos luttes mais aussi de développer les solidarités, les soutiens.

Alors n'hésitez pas, adhérez au planning (16 € à l'ordre de Planning familial), soutenez nos actions, venez lutter avec nous !

Planning familial 33

334 bis Avenue Thiers - 33100 Bordeaux

05-56-44-00-04 Fax 05-56-44-14-45

mfpf-ad33@wanadoo.fr

Succès de la contre-manifestation pour défendre l'IVG

Cette année encore, SOS tout-petits appellait à un « rosaire de réparation » devant la cathédrale St-André, le samedi 16 novembre. Ils se sont retrouvés une quarantaine à prier publiquement, à genoux devant la cathédrale, pour « *réparer les assassinats* », « *contre le génocide* »... c'est ainsi qu'ils nomment la contraception et l'avortement, protégés par quelques gros bras, crânes rasés.

Le contre rassemblement, pro choix, a été un succès avec 300 manifestants place Pey-Berland, à l'appel des libertaires et du collectif bordelais pour les droits des femmes, dont le NPA.

Il est impératif, dans cette période où l'on voit une montée des intégrismes et de l'extrême droite, de continuer à réagir massivement de manière unitaire.

Le 25 novembre, journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes

A Bordeaux, un rassemblement contre les violences est en préparation mais les modalités, le jour et l'heure ne sont pas encore connus. Il sera important d'y être nombreux-ses car les violences contre les femmes continuent : une femme est violée toutes les 7 mn, 1 femme meurt tous les 3 jours sous les coups de son conjoint en France…

EluEs anticapitalistes

Lormont : Une réforme des rythmes scolaires faite avec des précaires

Au Conseil municipal du 17 octobre dernier, j'ai posé une question sur l'emploi dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires. Le Maire s'est en effet beaucoup réjoui de la mise en place de cette réforme dès la rentrée, vantant le nombre et la variété des activités périscolaires proposées. Il a omis de nous dire que, dans l'après-midi même, il avait déclaré à une journaliste que les parents voulaient que le Directeur d'une école, critique sur la mise en place de cette réforme, soit remplacé, ce qui a entraîné un rassemblement d'une soixantaine d'enseignants et de parents le lendemain devant la Mairie, contestant ces propos diffamatoires.

Ma question portait sur une affirmation de l'Adjoint à l'Education à l'AFP, annonçant « *une centaine d'emplois créés à Lormont, essentiellement à temps partiel* » dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires de 2013.

Cette nouvelle m'aurait réjouie s'il s'était agi d'emplois permettant de vivre, de plus de quelques heures par semaine. Alors que le chômage ne cesse d'augmenter, alors que les embauches l'an dernier l'ont été à 88 % en CDD dans la Région, surtout pour les jeunes, j'ai eu à plusieurs reprises à dénoncer la stagnation voire la baisse de la masse salariale de la commune, le non remplacement de départs à la retraite ou leur remplacement par des emplois précaires, statutaires ou non.

Or, le Conseil qui a suivi cette annonce, le dernier avant la rentrée, n'avait voté aucune délibération sur un quelconque emploi, statutaire ou non statutaire, pas plus que celui-ci. Je me suis inquiétée de l'appel à bénévoles dans les écoles, alors que les animateurs périscolaires ne sont pas à temps complet, craignant encore des contrats à bas salaires et la précarité.

J'ai donc demandé combien et quels emplois avaient été créés. Le Maire a répondu que 5 agents avaient été soit nommés Directeurs de zone, soit titularisés alors qu'ils étaient stagiaires. Ce qui signifie qu'aucun agent n'a été embauché. Il a ajouté qu'il y avait au moins une centaine d' « intervenants » d'associations diverses, employés par celles-ci, donc, dont les contrats ne concernaient pas la commune, et que cela faisait bien « une centaine d'emplois ». Dont acte ! La réforme s'est faite sans embauches d'agents et avec le recours massif à des personnes en contrats de quelques heures, le tout orchestré par la municipalité.

Une réelle prise en compte des rythmes de l'enfant ne peut se faire correctement dans ces conditions, ni pour les familles, ni pour les personnels !

Mónica Casanova

Pessac : A propos de l'économie sociale et solidaire

Lors du dernier conseil municipal de Pessac, une délibération proposait de soutenir un projet de « Pôle territorial économique des Echoppes » rassemblant diverses petites entreprises relevant de ce qu'il est désormais convenu d'appeler « l'économie sociale et solidaire » (ESS).

Derrière ce projet, une demande de label et surtout une possible contribution financière du ministère Hamon.

Si nous avons voté pour, nous avons tenu à rappeler :

« Nous n'avons rien contre un projet tendant à faciliter la vie à des Scops, des initiatives qui tentent d'introduire des solidarités là où il y en a habituellement assez peu. Même si là nous ne voyons pas très bien ce que va apporter concrètement ce fameux label que les acteurs et la municipalité demandent au ministre Hamon.

Il y a aujourd'hui un buzz autour de ce vague concept d'économie sociale et solidaire, à qui on a même dédié un ministre spécial, et qui recouvre une réalité pour le moins diverse.

Car jouant dans une autre catégorie que les acteurs pessacais concernés, il y a aussi dans l'ESS un groupe tel que le Crédit Agricole, ou Mondragon, multinationale propriétaire de l'entreprise Fagor qui a déposé hier le bilan, quelques jours après une autre de ses entreprises, Fagor-Brandt.

L'économie sociale et solidaire que certains voudraient présenter comme une alternative à ce qu'ils appellent l'économie dominante, ne peut échapper à la logique du marché et à la loi du profit, quelles qu'aient été à l'origine les bonnes intentions de ses initiateurs.

Autre exemple plus près de nous, la coopérative Lur Berri, propriétaire de l'entreprise Spanghero, dont le scandale de la viande de cheval a révélé des fonctionnements opaques et délictueux, dictés par la loi de la de la concurrence et du marché qui emporte tout sur son passage.

Alors, qu'on aide sur la commune des petites entreprises du domaine de l'insertion, du commerce équitable, de la formation, on n'a aucun problème avec ça. Mais personne n'est dupe du bluff de ceux qui voudraient aujourd'hui faire prendre des vessies pour des lanternes et l'ESS pour une alternative à une économie à bout de souffle qui met en rivalité et concurrence tous les producteurs de la planète et détruit dans un même mouvement les usines, les hommes et la nature. »

Isabelle Ufferte

Les municipalités parties prenantes de la politique d'austérité du gouvernement

Les débats d'orientations budgétaires pour 2014 ont commencé dans certaines municipalités, comme à Lormont et Pessac. Ils sont impactés cette année par une forte baisse des dotations de l'État aux administrations publiques locales (régions, départements, villes) : gelées les trois années précédentes, elles vont baisser de 1,5 milliard en 2014, autant en 2015, sous prétexte de lutte contre les déficits publics.

Ces dotations sont destinées à abonder les crédits de fonctionnement des communes et leur baisse se traduit bien évidement par de nouveaux reculs des services rendus : blocage, voire baisse probable dans certaines communes, du financement des centres communaux d'action sociale (CCAS) alors que les besoins ne cessent d'augmenter, baisse des subventions aux associations, etc. Cette baisse exerce une pression sur les effectifs des personnels communaux. Elle limite aussi les possibilités d'investissements des communes. Et elle se traduit par une pression toujours plus forte de la fiscalité locale, du moins celle qui taxe de plus en plus lourdement les contribuables « ordinaires » (taxe d'habitation et taxe foncière), alors que celle sur les entreprises n'a cessé de diminuer avec la suppression de la taxe professionnelle et son remplacement par la « contribution économique territoriale ».

Du temps où la droite était au pouvoir, la présentation du rapport sur les orientations budgétaires était pour les

majorités de gauche l'occasion de dénoncer la politique de gel des dotations de l'État. Aujourd'hui, alors que le gel s'est transformé en coupe sombre, le ton est tout autre : ces mesures auraient été décidées d'un commun accord par le gouvernement et les collectivités locales dans le cadre d'un « Pacte de confiance et responsabilité » élaboré en juillet 2013 et sensé définir un « *équilibre* » dans la contribution de chacun à « *l'effort de rétablissement des comptes publics* »...

On trouve pourtant dans ce pacte d'autres mesures tous aussi inacceptables que la réduction de 3 milliards d'euros des dotations de fonctionnement. Il prévoit par exemple un fonds destiné à « *aider les collectivités ayant contracté des emprunts structurés* ». Mais il sera réservé à aider les communes à payer une partie du surcoût qu'entraînerait le remboursement anticipé de leurs emprunts toxiques, et à la condition qu'elles renoncent à tout recours contre les banques qui les ont escroquées !

Ainsi, non seulement les communes devront payer aux banques privées et à la Sfil (Société financière locale, qui a remplacé Dexia) les capitaux et les intérêts exorbitants de leurs prêts structurés, mais ces banques recevront des indemnités en cas de remboursement anticipé... Loin de mettre un terme au scandale des prêts structurés qui ont ruiné une multitude de communes, l'État prétend protéger les escrocs des centaines de procès qui les menacent et que certains ont déjà perdu !

Si le gouvernement visait, avec ce pacte, à faire partager par les exécutifs locaux la responsabilité de sa politique d'austérité, c'est réussi !

Daniel Minvielle

Quand Le Pen recycle les compétences d'un serviteur de Juppé, Chirac, Sarko...

La presse vient de consacrer de nombreux articles au fait qu'un certain Philippe Martel, énarque, collaborateur d'Alain Juppé lorsqu'il dirigeait le RPR dans les années 1990, venait d'être promu « chef de cabinet » de Marine Le Pen. Le personnage s'y répand sur son passé, son passage au service de Juppé, avant de rejoindre Chirac à la Mairie de Paris, puis Sarkozy. Il y révèle sa conversion récente au « souverainisme », se vante des encouragements qu'il aurait reçu de nombreux hauts fonctionnaires et hommes politiques. Il y précise la mission pour laquelle il a été embauché : « *professionnaliser le parti* » en lui apportant « *son expérience* [...] *du fonctionnement d'un parti politique* »…

A quelques mois des municipales M. Le Pen voudrait bien donner à son parti le vernis de respectabilité qui lui manque : « *Professionnaliser le parti* », c'est « civiliser » des candidats dont certains ont manifestement bien du mal à maîtriser leurs réflexes de voyous racistes... Mais c'est aussi, car elle vise bien plus haut que les municipales, permettre au FN de tisser des liens, de s'implanter dans l'appareil d'Etat, d'en connaitre les rouages. Quoi de mieux pour cela qu'un vieux soutier réactionnaire et opportuniste de l'UMP ?

D.M.

Internationalisme

Liberté pour Georges Ibrahim Abdallah !

Photo La Clé des Ondes

C'est à ce cri que, le 26 octobre dernier, entre 300 et 400 personnes manifestaient, à l'appel de divers organisations dont le NPA, devant la prison de Lannemezan dans laquelle Georges Ibrahim Abdallah est maintenu en captivité malgré la décision des tribunaux qui l'ont déclaré « libérable ». Mais cette libération est conditionnée à la signature, par le ministre de l'Intérieur, d'un arrêté d'expulsion vers le Liban. Arrêté d'expulsion que Valls, si prompt a expulser les roms et les sans-papiers, refuse de signer, comme tous ceux qui, depuis des années, s'acharnent a vouloir faire plier un militant qui n'a jamais renié ses idées ni renoncé à son combat.

Quelques jours avant, **Gilbert Hanna** lui a rendu visite :

Première visite à Georges Ibrahim Abdallah

« *On ne peut regarder un homme sans voir l'humanité entière. L'injustice dont est accablé un seul ne peut que frapper les autres* ».

Calum McCann « Transatlantic »

Le matin du jeudi 17 octobre 2013, à 6 h du matin, direction Lannemezan. « *Ting tang tung,* France inter, *attention dans la vallée de la Garonne un brouillard épais* ». Un brouillard, Brr, qui lisse les choses, efface les contours mais donne le spleen pour la visite d'un prisonnier.

Cette belle A65 (la plus chère de France) que le « privé » veut rentabiliser au nom de la sécurité, me pousse dans ce brouillard qui enfume les esprits et le monde qui nous entoure. Direction vers les grottes de Médous, comme une prémonition me traverse l'esprit, le fond du trou. Pensée trouble qui me vient à l'esprit en allant rendre visite à un homme « libre » en prison.

Comment notre conscience collective peut-elle laisser un homme dans l'enferment total derrière un mur gris qui absorbe les saisons et qui lisse l'espace ?

Il est depuis 30 ans derrière un mur gris des geôles françaises de Lannemezan.

Les préoccupations du moment ne sont pas seules en cause, c'est aussi la perte des valeurs de ceux qui nous gouvernent qui ont trempé dans le brouillard la démocratie bourgeoise. Les solidarités humanistes ont, elles aussi, été trempées dans les intérêts égoïstes des rapports internationaux. Pourquoi le Président de la République n'a-t-il pas saisi la force des jugements pour ordonner sa libération ?

La soumission a été la plus forte.

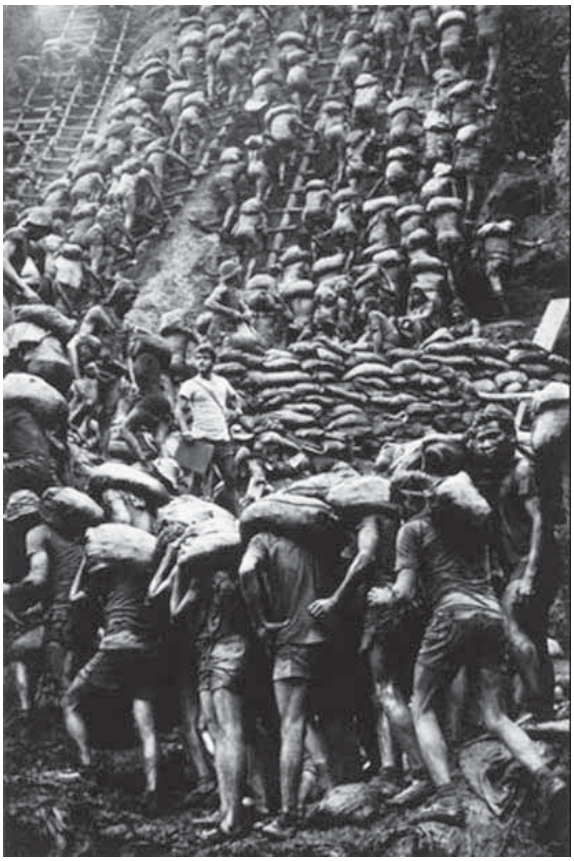
J'ai trouvé entre ces murs uniformes, un homme libre, lumineux de sagesse et de tolérance. J'ai discuté avec un révolutionnaire au fait de l'actualité des révolutions et contre révolutions. Il me cite Gramsci : « *L'ancien monde est en train de mourir, un nouveau monde est en train de naître, mais dans cette période intermédiaire, des monstres peuvent apparaître.* » On y est !!! Les réactionnaires ont privé pendant 30 ans les combattants arabes et palestiniens d'un atout majeur dans la lutte contre les obscurantistes américains et religieux. L'occident a privé les Arabes progressistes d'un révolutionnaire d'une grande intelligence. Il maitrise parfaitement le français, l'espagnol, l'italien et bientôt le turc. A 62 ans, « ils » tremblent, encore, de le voir sortir ! Combien de militants révolutionnaires les régimes alliés de l'occident ont éliminés pour asseoir sur notre route l'obscurantisme d'un épais brouillard ?

Le soleil perce et inonde ma tête. La lourde porte s'ouvre pour m'enfoncer dans la lumière artificielle d'un parloir. Après un « abrazo » long et chaleureux comme pour rattraper une longue attente et un tango pour s'installer dans une pièce exiguë qui sert de parloir et qui résonne pour comble de désespoir, Georges me dit « *C'est un énorme acquis des luttes des prisonniers* ». Notre première conversation tourne autour des luttes à l'intérieur de la prison et une analyse des plus précises sur l'évolution des prisons en France, concernant les bâtiments et les détenus.

Pendant ce temps les deux « Boursouflés » de la république se « disputent », l'un pour le tout prison et l'autre punir sans enfermer. Le brouillard m'envahit à nouveau. Un homme vit et lutte encore.

Gilbert Hanna

Photos de Sebastião Salgado



Jusqu'au 1er décembre, à la vieille église de Mérignac, on peut voir un choix de photos de cet artiste engagé. Sur les 3 dernières décennies de 20ème siècle, il dresse un accablant réquisitoire de l'oppression capitaliste sur toute la planète.
D'Afrique, d'Amérique, de Russie comme de l'Europe, il nous montre l'enchaînement des hommes écrasés par le travail ou la misère, mais tentant toujours de garder leur dignité. Certains clichés de grappes d'hommes grattant la terre dans des mines d'or évoquent la descente aux enfers de la Divine comédie de Dante.

Aucune oppression ne lui échappe, femmes écrasées sous leur fardeau, visages d'enfants en détresse, réfugiés fuyant les guerres ou la misère. Avec le flic et son fusil jamais loin.

Le choix de l'artiste des gris et des sombres, sans aucune couleur, donne un aspect désespéré à son travail. Comme si, de l'oppression capitaliste, il ne voyait que la misère, sans noter la révolte (à l'exception de quelques clichés, l'entrée victorieuse de paysans sans terre dans une latifundia ou le jeune mineur tentant d'arracher son fusil à un garde). Révoltes qui n'ont pourtant pas manqué en cette fin de siècle.

Toute l'horreur dans laquelle le capitalisme plonge l'humanité… à ne pas manquer.

Gérard Barthélémy

Mémoires vives : une histoire de l'art aborigène

Au musée d'Aquitaine jusqu'au 30 mars 2014

L'exposition propose des objets anciens, usuels ou rituels : des boucliers, des lances, des boomerangs, des peintures qui peuvent dater du début de l'art pariétal, soit 60 000 ans, ou plus récentes, effectuées sur des supports variés mais principalement sur des écorces. Les peintures qui ornent ces objets sont géométriques, des cercles, des lignes sinueuses, elles constituent des ensembles complexes de leurs représentations du monde et de leurs origines. Elles disent le rapport aux territoires matériels, comme à la géographie des mythes, de ce peuple australien. Les œuvres plus récentes ou contemporaines sont des œuvres de résistance, de réappropriation d'une identité d'un groupe humain qui l'avait perdu sous la sauvagerie de la colonisation. Ces femmes et ces hommes ont été spoliés, déplacés de leurs terres ancestrales, leurs enfants ont été volés, placés dans des orphelinats religieux, les tentatives d'acculturations ont été extrêmes et leurs œuvres actuelles, le plus souvent abstraites, sont porteuses d'un sens fondamental, celui de leurs mémoires. Leur abstraction n'a rien à voir avec l'abstraction occidentale contemporaine qui est un moment de l'histoire de l'art. Chez eux, elle est à la fois la preuve de leur origine, de leur identité, mais aussi la résistance première, la force qui fait naître notre émotion. Les plus jeunes artistes ont parfois choisi les graffitis (à la Jean-Michel Basquiat) pour exprimer leur refus de l'ordre actuel et de ces outils, la police, la religion des blancs, la finance : le résultat est percutant et irréductible.

Visuellement c'est aussi l'occasion d'approcher un art coloré aux espaces maîtrisés, qui inspire des artistes étrangers surtout chinois, la preuve de l'universalité de ces représentations. Par son sens et sa forme, cette expo est enthousiasmante.

Michelle Dupouy

Achetez vos livres à La Brèche, la librairie anticapitaliste : www.la-breche.com

A lire

Liquidations à la grecque

Petros Markaris Ed points

«*Qui est le plus grand criminel : celui qui vole une banque ou celui qui en fonde une ?* ». C'est par cette citation de Brecht que l'auteur nous offre un polar ou les têtes tombent dans le monde de la finance grecque.

Nous sommes à Athènes, au début de l'été, dans un pays qui sombre dans le chaos de la crise économique. Le commissaire Kostas Charitos est confronté à une série de crimes bien particuliers ou des financiers sont retrouvés « proprement » décapités ! Dans le même temps, des affiches et auto-collants qui appellent à ne pas payer les dettes à ces voleurs de banquiers fleurissent sur les murs. Les journalistes ont tôt fait de parler d'un « Robin des Banques » qui ne peut bien entendu qu'attirer la sympathie d'une population qui souffre tant de cette crise.

Qui se cache derrière ces crimes : des terroristes, une victime du système bancaire (et dans ce cas cela pourrait être beaucoup de monde)...? La police est divisée et pas question de trop en dire ici pour garder aux futurs lecteurs le plaisir du suspense !

Pour le pouvoir politique et financier du pays, il y a urgence à mettre fin à cette série alors que les manifestations de colère de toutes les catégories de la population paralysent chaque jour un peu plus la circulation dans la ville comme le voit notre enquêteur à chacune de ses sorties. D'ailleurs, les flics eux-mêmes ne parlent entre eux que de leurs pertes de salaires et des attaques sur leurs retraites!

L'auteur nous décrit toute la cruauté et le cynisme des gens de la finance et décortique toute la complexité des montages de ce monde de l'argent pour l'argent avec les descriptions des Hedge Funds (fonds d'investissements spéculatifs), des paradis fiscaux, du Fmi...

Dans la bouche d'un « futur décapité » il nous donne une explication lutte de classe de la société : « *La société ? Quelle société ?... Il n'y a pas de société, Monsieur. Il n'y a que des groupes. Des entrepreneurs qui défendent leurs intérêts, des travailleurs qui défendent les leurs... Il n'y a que des groupes qui défendent leurs intérêts. La société est une vue de l'esprit* ».

Plusieurs histoires se mêlent dans ce savoureux roman noir : l'enquête elle-même qui ne nous lâche pas du début à la fin (bien surprenante), la vie et les rapports humains dans le commissariat lui-même pas épargné par la crise, et la vie familiale de l'enquêteur Kostas Charitos dont le mariage de la fille commence le roman.

Un bon polar, divertissant et réaliste, assez anticapitaliste, pas trop cher (7,30 euros)... n'hésitez pas !

Jacques

Face à la droite et à l'extrême droite, contre ce gouvernement au service du patronat, faisons vivre les idées de l'anticapitalisme !

Les échéances électorales de 2014 seront un moment important pour la défense des idées anticapitalistes, et le NPA est bien décidé à y prendre part. Mais pour cela, nous avons besoin de l'aide financière de tous ceux et celles qui pensent notre combat nécessaire.

Deux moyens pour y contribuer :

- par chèque à l'ordre de «NPA souscription» à remettre à nos militants ou à envoyer à NPA SOUSCRIPTION 2013, 2 rue Richard Lenoir 93100 MONTREUIL.

- en ligne sur notre site : www.npa2009.org/souscription

Les dons aux partis politiques ouvrent droit à une réduction d'impöt égale à 66% de leur montant dans la limite de 20% du revenu imposable.